

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1374^e

SÉANCE

Mercredi 6 octobre 1971,
à 15 h 20

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

En l'absence du Président, M. Brito (Brésil), vice-président, prend la présidence.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (suite)

et

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite) [A/8403]

1. M. RUTTEN (Pays-Bas) dit que, comme le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales l'a souligné dans sa lucide introduction aux débats de la Commission, la crise du système monétaire international est due à une série d'actions et d'inactions qui se sont produites depuis un certain nombre d'années. Elle n'est pas survenue comme un désastre naturel complètement inattendu, mais il a fallu qu'une situation de crise se déclenche pour que l'on se rende compte de la gravité de la situation.

2. L'incapacité des gouvernements à adapter leur politique à des conditions changeantes en est la principale cause, et ceux-ci vont maintenant devoir adopter les politiques à long terme nécessaires dont M. de Seynes a à juste titre souligné l'importance dans le cadre de la réforme monétaire. Etant donné les mesures énergiques prises par un gouvernement, la situation actuelle constitue une telle menace pour l'ensemble de l'économie mondiale que certaines décisions devront être prises rapidement. Comme l'a déclaré le Ministre des finances des Pays-Bas à la réunion annuelle du Fonds monétaire international, la situation actuelle se caractérise par un arrêt complet du processus de libéralisation des mouvements de capitaux et, surtout, par le danger d'une diminution du commerce du fait des mesures protectionnistes qui entraîneront très probablement, si elles se prolongent, une aggravation de la récession dont les pays en voie de développement seront bien entendu les principales victimes. Il faut par conséquent les associer à l'élaboration d'une solution de ces problèmes. Bien qu'aux termes de l'Article 55 de la Charte l'Organisation soit chargée de favoriser la solution des problèmes économiques internationaux, la délégation néerlandaise ne croit pas qu'il soit actuellement utile d'essayer de discuter ou même de suggérer des solutions précises à la crise actuelle. Celle-ci doit être examinée en premier lieu par le Fonds monétaire international et elle pourra être discutée

ultérieurement par le Conseil économique et social. Toutefois, pour s'acquitter de la responsabilité particulière qui lui incombe en la matière, l'Assemblée générale devrait appeler l'attention de tous les gouvernements sur les dangers très graves qui menacent en particulier les pays en voie de développement si la situation actuelle se prolonge. L'attente n'est pas une solution car les pressions politiques et économiques s'intensifieront rapidement, le maintien de mesures protectionnistes entraînera certainement des contre-mesures et des représailles dont les pays en voie de développement seront les premières victimes. Les solutions qu'il faudra trouver rapidement devraient tenir compte des problèmes et des intérêts des pays en voie de développement, et, à cet égard, M. Rutten pense que le Secrétaire général de la CNUCED peut jouer un rôle utile et important en maintenant un contact étroit avec le Directeur général du Fonds monétaire international et en le consultant au sujet de l'incidence que la situation monétaire internationale actuelle pourrait avoir sur le commerce et le développement, en particulier ceux des pays en voie de développement.

3. Le nouveau Gouvernement néerlandais a décidé, comme son prédécesseur, d'accorder une place prioritaire à la coopération internationale pour le développement et d'accepter que la Stratégie internationale pour la deuxième Décennie du développement guide sa politique et son action dans ce domaine. Il a aussi établi un nouveau plan quadriennal pour la période 1972-1975, indiquant les grandes lignes de son programme d'action dans le domaine de la coopération pour le développement. Conformément à ce programme, des ressources financières plus importantes seront consacrées à la coopération pour le développement; la politique suivie et les mesures prises seront de plus en plus placées dans un cadre international et multilatéral; la coopération pour le développement sera davantage dictée par les priorités établies par les pays en voie de développement; la politique suivie sera davantage orientée vers les problèmes structurels relatifs au commerce international et à la division internationale du travail; de plus grandes possibilités seront accordées aux représentants de l'économie nationale, notamment aux syndicats, pour qu'ils participent à la politique du développement en prenant part aux discussions et aux études et en se familiarisant avec les nouvelles conceptions qui gagnent du terrain dans ces domaines; les contacts avec les organisations privées seront intensifiés en vue d'établir des liens étroits entre les activités de ces organisations et les considérations de base dont s'inspire la politique gouvernementale.

4. Le plan quadriennal prévoit pour la période 1972-1975 un montant de plus de 5 milliards de florins pour l'assistance officielle au développement, ce qui représente une augmentation de 66 p. 100 sur la période quadriennale

précédente. Le Gouvernement néerlandais a donc bon espoir de consacrer 0,7 p. 100 de son PNB à l'assistance officielle au développement, atteignant ainsi l'objectif fixé dans la Stratégie. Par suite de la décision d'accorder une plus grande importance à l'assistance internationale et multilatérale, les Pays-Bas comptent augmenter considérablement les contributions qu'ils versent notamment aux banques régionales de développement, au PNUD et au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Par rapport à 1971, les Pays-Bas prévoient qu'à la fin de la période quadriennale, c'est-à-dire en 1975, leur contribution aux banques régionales de développement aura augmenté de 250 p. 100, celle qu'ils versent au PNUD de 50 p. 100 et celle qui va au Fonds pour les activités en matière de population aura sextuplé. Cet effort financier considérable témoigne de l'importance que le Gouvernement néerlandais attache à la coopération internationale pour le développement et montre qu'il est disposé à lui accorder la priorité sur les nécessités souvent urgentes du développement national. Il a bon espoir que cette politique sera aussi celle d'autres Membres de l'Organisation, notamment les plus développés, et que les mesures récentes tendant à diminuer considérablement l'aide à l'étranger auront un caractère transitoire dû à des circonstances exceptionnelles, car il importe de maintenir l'élan acquis du fait de l'adoption de la Stratégie.

5. En ce qui concerne les recommandations les plus importantes contenues dans le rapport du Conseil économique et social, les questions principales sont : quel sera le rôle du Conseil au cours des années à venir et, plus précisément, quelle sera sa responsabilité et quelle part prendra-t-il à l'application de la Stratégie internationale du développement ? Quelles mesures faut-il prendre pour lui permettre de faire face à ses responsabilités et d'accomplir sa tâche ? La délégation néerlandaise espère sincèrement que les débats de l'Assemblée permettront d'aplanir les divergences qui sont apparues lors de la discussion qui a abouti à l'adoption de la résolution 1621 (LI) du Conseil économique et social et que l'on parviendra à des conclusions qui pourront être appuyées par la plus large majorité possible. A cet égard, il y a lieu de reconnaître que la Charte a assigné au Conseil économique et social un rôle capital dans la coordination des politiques économiques et sociales internationales. Toutefois, il ne faut pas non plus perdre de vue que cette responsabilité lui a été déléguée par l'Assemblée générale et que celle-ci garde en tant qu'organisme souverain de l'ensemble des organes des Nations Unies la responsabilité globale dans les domaines économique et social. Deuxièmement, la Stratégie internationale du développement ayant été essentiellement conçue comme un ensemble intégré et coordonné d'objectifs et de mesures interdépendants, son exécution nécessite une méthode également coordonnée et intégrée en ce qui concerne les aspects économiques et sociaux du développement. Cela est vrai non seulement des mesures à prendre, mais également et surtout en ce qui concerne l'examen et l'évaluation bisannuels. Il est donc logique que, étant donné son rôle aux termes de la Charte et les caractéristiques essentielles de la Stratégie, le Conseil économique et social joue un rôle important dans l'exécution de cette dernière, notamment en ce qui concerne la procédure d'examen et d'évaluation, ce qui du reste va de soi, aucun autre organe n'étant à même d'avoir une vue d'ensemble de la coopération

économique et sociale internationale. A l'exception de l'Assemblée générale, il n'est pas non plus d'autres organisations compétentes pour discuter les problèmes régionaux ou sectoriels. En tant qu'organisme central de coordination des politiques économiques et sociales, le Conseil économique et social devrait donc coordonner, avec l'aide du Comité de la planification du développement et du Secrétariat, les travaux entrepris aux niveaux national, régional et sectoriel en vue d'appliquer la Stratégie, ce qui comprendrait, selon la délégation néerlandaise, la coordination des activités touchant l'examen et l'évaluation, sous réserve des décisions finales que prendra l'Assemblée générale. Contrairement à ce que craignent certaines délégations, le fait d'attribuer ce rôle important au Conseil économique et social ne se traduira pas nécessairement par un affaiblissement des autres organisations, en particulier de la CNUCED, et la position et l'influence des pays en voie de développement ne se trouveront pas diminuées du fait que le Conseil pourra prendre part au processus d'examen et d'évaluation. Ces craintes sont dues à une conception erronée de la nature de l'examen et de l'évaluation ainsi que des relations entre la CNUCED et le Conseil, et M. Rutten espère que les discussions plus détaillées qui auront lieu au titre du point 45 permettront d'apporter quelques éclaircissements dans ce domaine. La délégation néerlandaise ne souhaite nullement l'affaiblissement de la CNUCED, mais son renforcement, souhaitable, ne devrait pas se traduire par un affaiblissement du Conseil pas plus que celui-ci n'affaiblira la position de la CNUCED en jouant le rôle qui lui incombe logiquement. Ils peuvent et doivent au contraire s'aider et se renforcer mutuellement grâce à une coopération et à une coordination étroites à tous les niveaux.

6. Pour jouer ce rôle, le Conseil doit jouir de la confiance de tous les Membres de l'Organisation. Malheureusement, il semble avoir perdu, aux yeux de la délégation néerlandaise, son caractère représentatif, car le nombre des Membres s'est considérablement accru au cours des dernières années alors que la composition du Conseil est restée la même. La délégation néerlandaise approuve donc la recommandation contenue dans la résolution 1621 (LI) tendant à accroître le nombre des membres du Conseil et à prendre les mesures nécessaires à cet effet. Elle est également d'avis d'augmenter à titre de mesure provisoire le nombre des membres des comités de session. Toutefois, en rendant le Conseil plus représentatif, il faudrait se garder d'amoinir son efficacité ; en effet, si l'on double le nombre de ses membres pour le porter à 54, il risque, de ce seul fait, de ne plus être à même d'obtenir des résultats appréciables. S'il se révélait cependant impossible, pour des raisons de répartition géographique, de limiter cette augmentation, le Conseil devrait procéder à un examen de ses procédures et de ses méthodes de travail en vue de faire face à cette nouvelle situation ; à cet égard, les décisions qu'il a déjà prises pendant sa cinquante et unième session [résolution 1623 (LI)] et qui sont certainement utiles ne suffiront peut-être pas à résoudre les problèmes pratiques que pose cet accroissement du nombre de ses membres. L'objectif de la recommandation que le Conseil a faite à l'Assemblée générale dans sa résolution 1622 (LI) est d'améliorer le travail du Conseil et de parvenir simultanément à une meilleure répartition du travail entre elle et lui. La délégation néerlandaise approuve la teneur générale de cette

recommandation, mais elle a beaucoup de questions à poser quant à la signification exacte des divers paragraphes de son dispositif, et elle espère que les principaux auteurs de cette résolution seront en mesure d'apporter quelques éclaircissements à ce sujet, quitte à modifier au besoin le texte original.

7. Après avoir exposé les graves difficultés qui se posent à la Barbade et aux autres pays en voie de développement, M. SKEETE (Barbade) se réfère à un certain nombre de phénomènes internationaux, en indiquant leurs conséquences pour les pays en voie de développement. Ainsi, l'inflation internationale : ce phénomène affecte la Barbade, où les importations représentent 82 p. 100 du produit intérieur brut. De même, l'augmentation de 10 p. 100 de la taxe qui frappe les importations des Etats-Unis : elle ne touche pas l'exportation des produits primaires ou contingents mais constitue un grand obstacle à l'accroissement des exportations de la Barbade et fait perdre son emploi à une grande partie de la main-d'œuvre du secteur industriel. Ce n'est pas en prenant des mesures nationales qu'on peut, à ce niveau, résoudre les problèmes internationaux.

8. Selon le représentant de la Barbade, les mesures prises au niveau international pour traiter spécifiquement des problèmes des pays en voie de développement ne sont pas plus satisfaisantes. On a bien suggéré qu'il serait avantageux pour les pays en voie de développement que l'on exempte l'ensemble de leurs exportations de la surtaxe américaine de 10 p. 100, mais l'on néglige de parler du chômage et des bouleversements structurels entraînés par la surtaxe et surtout des conséquences sociales découlant de la perte de certains débouchés. De même, l'on dit souvent que le retour à la normale des affaires économiques des pays riches et prospères contribuerait indirectement à enrichir les pays pauvres, mais l'on parle peu des effets directs de l'incertitude économique actuelle sur les investissements dans les pays en voie de développement.

9. M. Skeete se réfère ensuite brièvement à certaines des solutions qui ont été suggérées pour réaligner les monnaies mondiales. L'économie de la Barbade est liée au marché du Royaume-Uni où elle envoie une grande partie de ses produits traditionnels, qui constituent l'essentiel de ses exportations. Cependant, pour obtenir une structure économique diversifiée et accroître ses exportations, la Barbade s'est efforcée d'accéder au marché des Etats-Unis; cette situation pose actuellement des problèmes à la Barbade, puisqu'il devient nécessaire de réaligner les principales monnaies du monde. Si les Etats-Unis et le Royaume-Uni décidaient d'ajuster en sens contraire la parité de leurs monnaies, de graves problèmes se poseraient aux pays en voie de développement en ce qui concerne le coût de la vie, la croissance des exportations et la valeur des réserves. C'est pourquoi la délégation barbadienne insiste pour que l'on applique les principes convenus au niveau international : le principe du traitement différentiel à accorder aux pays en voie de développement pour les questions de commerce; le principe de compensations en cas de bouleversements dont ces pays ne sont pas responsables. M. Skeete recommande également aux pays riches de suivre l'exemple des Gouvernements britannique et néerlandais, qui ont pris des mesures pour accroître les ressources affectées à l'aide aux pays en voie de développement.

10. Se référant enfin au rapport du Conseil économique et social, M. Skeete se félicite de la vaste portée des délibérations des membres du Conseil au cours de l'année précédente. La délégation barbadienne attache une grande importance à la nécessité de prendre des mesures pour accroître l'efficacité de l'Organisation. Enfin, elle tient à ce que des mesures soient prises pour accroître les ressources du PNUD et renforcer l'efficacité des services régionaux.

11. M. KANKA (Tchécoslovaquie) déclare que la crise monétaire qui ébranle actuellement le monde capitaliste n'est pas sans avoir des répercussions graves sur le développement économique en général. La croissance de la production se ralentit, les risques de conflits sociaux vont s'aggravant et le développement des principaux pays du monde capitaliste se déséquilibre de plus en plus. L'affaiblissement du dollar des Etats-Unis en tant que monnaie de réserve est le signe d'une crise profonde du système financier capitaliste dans son ensemble. En outre, il est indéniable que les mesures restrictives récemment prises par les principaux pays capitalistes retardent considérablement toute participation effective des pays en voie de développement aux échanges internationaux et à la division internationale du travail. Bien que les pays en voie de développement n'aient aucune part de responsabilité dans la crise actuelle, ils doivent néanmoins subir les conséquences des nouvelles mesures restrictives, et ces conséquences sont, pour eux, beaucoup plus graves que pour les pays capitalistes développés.

12. M. Kanka estime que la situation actuelle est due au fait que le système monétaire du monde capitaliste a été bâti sur la position monopoliste du dollar des Etats-Unis. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, ce système, qui n'est pas régi par des dispositions minutieusement arrêtées, mais qui est à la merci des décisions d'un ou de plusieurs Etats, a vécu. Ainsi que l'a déclaré le Conseil du commerce et du développement à sa onzième session, dans sa résolution 84 (XI) qui avait été appuyée par la délégation tchécoslovaque, les pays en voie de développement devraient participer pleinement aux consultations et négociations concernant la réforme du système monétaire international. Par ailleurs, il faut espérer qu'à sa troisième session la CNUCED fera le point de la situation du commerce international, fixera des objectifs et adoptera des recommandations en vue de développer davantage les relations économiques internationales. La Tchécoslovaquie compte qu'elle saura évaluer l'importance des courants d'échanges entre pays à systèmes sociaux différents et qu'elle condamnera sans équivoque certaines grandes puissances qui persistent à concevoir les échanges comme un instrument de politique globale et à faire obstacle au commerce avec les pays socialistes et au commerce mondial en général en frappant les exportations et les importations d'embargo, de blocus, de mesures restrictives et de tarifs douaniers discriminatoires ou en établissant des listes de produits stratégiques dont le commerce avec certains pays est interdit. Avec la majorité des Etats, la Tchécoslovaquie espère que la CNUCED se prononcera en faveur de l'abolition des diverses mesures restrictives unilatérales et qu'elle assurera le retour à des conditions normales, telles qu'elles ont été envisagées dans les principes régissant les relations et les politiques commerciales adoptés par la CNUCED à sa première session et dans les règles fixées par

l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, dont la République socialiste tchécoslovaque est un membre fondateur.

13. La Tchécoslovaquie souhaite continuer à jouer un rôle dans la croissance du commerce international et la coopération économique entre tous les pays du monde. En effet, d'après son cinquième plan quinquennal de développement, les recettes du commerce extérieur sont appelées à augmenter de 36 p. 100 de 1971 à 1975. Si la majeure partie de ces recettes continue à provenir des courants d'échanges avec les autres pays socialistes, le tiers devra en provenir du commerce avec les pays en voie de développement.

14. A sa vingt-cinquième session, le CAEM a adopté un programme à long terme d'intégration économique et sociale. Ce programme d'une très vaste portée doit favoriser la coopération économique internationale et la division internationale du travail. Une des caractéristiques essentielles de l'intégration économique des pays socialistes est qu'elle est fondée sur les principes de l'économie socialiste, c'est-à-dire sur la socialisation de l'ensemble des moyens de production et sur un ordre social de même nature. Cette intégration est également fondée sur la souveraineté des Etats membres qui décident en toute indépendance, lorsqu'il s'agit de participer à l'une ou l'autre forme de coopération, de choisir les partenaires commerciaux ou de résoudre les problèmes économiques nationaux.

15. L'institution du système socialiste et la constitution d'une économie socialiste mondiale sont l'expression d'une tendance vers une plus large socialisation de la production et vers la fusion des économies nationales.

16. Une autre caractéristique de l'intégration économique socialiste est son caractère planifié; c'est dire que toute mesure visant à favoriser cette intégration tient nécessairement compte des plans et projections à long terme de chaque Etat membre. En revanche, tout en se situant dans le cadre national, la forte concentration de la production des divers produits tient compte des besoins de tous les pays du système socialiste. Il en résulte une plus grande division internationale socialiste du travail, une animation de plus en plus grande des échanges entre Etats membres et le développement du marché socialiste mondial. M. Kanka tient toutefois à souligner que le programme d'intégration économique socialiste contient également certains aspects de caractère mondial. En premier lieu, le Conseil d'aide économique mutuelle n'est pas un organisme fermé : du fait qu'il n'élève pas de barrières douanières au commerce des Etats non membres, il est ouvert à tous les autres Etats, qu'ils soient socialistes ou non. En second lieu, les Etats membres du Conseil adoptent une attitude commune à l'égard des mécanismes économiques mondiaux. Cette stratégie prévoit par exemple la participation de pays tiers, notamment les pays socialistes et les pays en voie de développement, à une zone monétaire collective. La monnaie en question pourrait éventuellement être utilisée pour les transactions avec les pays tiers et jouer, avec les autres monnaies servant aux paiements internationaux, un rôle qui correspondrait à celui que jouent les Etats membres du Conseil d'aide économique mutuelle dans l'économie mondiale. La stratégie d'intégration économique socialiste prévoit également la possibilité de créer au sein de la Banque

internationale d'investissements un fonds spécial qui permettrait de financer l'assistance économique et technique aux pays en voie de développement.

17. L'objectif principal du cinquième plan quinquennal de la Tchécoslovaquie est la création des conditions propices au développement sain des moyens de production et l'augmentation des ressources matérielles de la société, lesquelles, à leur tour, doivent, en harmonie avec le développement du mode de vie socialiste, couvrir de plus en plus les besoins de la population et renforcer la sécurité matérielle des travailleurs. Le revenu national est appelé à croître de 28 p. 100 au moins de 1971 à 1975, 95 p. 100 de cette croissance devant être assurés par une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre et la création d'industries nouvelles fondées sur un haut degré de technicité. Le plan quinquennal traduit la volonté de la République socialiste tchécoslovaque de suivre les tendances progressistes du développement mondial. Le plan prévoit à cet égard que, d'ici à 1975, les exportations augmenteront de 43 p. 100 et les importations de 36 p. 100, soit une intervention accrue du commerce extérieur dans la formation du revenu national. Les accords de coopération économique, scientifique et technique signés avec d'autres pays socialistes donnent à ce chapitre du plan quinquennal l'assise voulue. En outre, dans le cadre de la politique léniniste de coexistence pacifique, la Tchécoslovaquie s'efforcera de développer ses relations économiques avec les pays capitalistes hautement industrialisés. Il va de soi que le développement des échanges avec ces pays doit être basé sur les principes de l'égalité et des avantages réciproques et que les mesures discriminatoires prises par certains pays capitalistes contre la Tchécoslovaquie devront être supprimées.

18. Quant à ses relations économiques avec les pays en voie de développement, la Tchécoslovaquie peut s'enorgueillir d'une longue tradition. Plongeant leurs racines dans l'appui fourni par le Gouvernement tchécoslovaque aux mouvements de libération nationale, puis aux jeunes gouvernements pour les aider à renforcer leur indépendance politique et économique, ces relations sont actuellement fondées sur le principe de la complémentarité et de l'intérêt économique mutuel pour s'orienter maintenant vers une participation de la Tchécoslovaquie au développement économique et industriel des Etats en voie de développement. La République socialiste tchécoslovaque entend ouvrir de plus en plus largement son marché aux produits des pays en voie de développement, non seulement aux matières premières et aux combustibles, y compris le pétrole brut, mais aussi aux produits industriels et aux articles semi-finis.

19. La Tchécoslovaquie se félicite de constater que l'Organisation des Nations Unies accorde une attention de plus en plus grande à l'environnement, qu'il s'agit de protéger contre les effets nuisibles de la civilisation moderne. Certes, c'est là une tâche qui revient au premier chef aux gouvernements intéressés, mais les organismes des Nations Unies n'en ont pas moins un rôle important à jouer, notamment dans l'évaluation des conclusions des travaux de recherche scientifique en la matière. L'Organisation des Nations Unies doit en outre veiller à ce que la solution des problèmes de l'environnement ait une portée universelle et à ce qu'il soit mis fin aux pratiques systématiques et

antihumaines de certains pays qui provoquent la destruction de l'environnement d'autres pays. Etant à l'origine de la convocation, par la Commission économique pour l'Europe, d'une conférence sur les problèmes relatifs à l'environnement, la Tchécoslovaquie est disposée à participer pleinement à l'application de toute décision que l'Organisation des Nations Unies pourra prendre en la matière.

20. La délégation tchécoslovaque se réserve le droit de revenir en temps voulu sur certaines questions ayant trait au rapport du Conseil économique et social.

21. M. OKELO (Ouganda), se fondant sur les rapports du Secrétaire général (A/8401) et du Conseil économique et social (A/8403), brosse un sombre tableau de la situation économique mondiale, qui appelle l'adoption de mesures nationales et internationales. Selon lui, le déséquilibre du commerce, qui se reflète dans le déficit des balances des paiements, et la perturbation du système monétaire international déclenchée par la décision du Président des Etats-Unis de mettre fin à la convertibilité du dollar en or constituent les principaux problèmes de l'économie mondiale. Certaines grandes puissances ont pris, pour y faire face, quelques mesures énergiques et unilatérales, souvent aux dépens de la majorité des membres de la communauté internationale, sans tenir compte des besoins à long terme d'autres pays, surtout des pays en voie de développement. Le représentant de l'Ouganda fait observer que la surtaxe de 10 p. 100 imposée par le Président des Etats-Unis sur les importations ne pourra que compromettre les exportations des pays en voie de développement; il est regrettable que l'aide économique accordée aux pays en voie de développement, déjà insuffisante, soit ainsi diminuée de 10 p. 100. Tout le système de coopération internationale risque de s'effondrer si la tendance actuelle à prendre des mesures protectionnistes et unilatérales se poursuit.

22. Se référant à la résolution 1621 A (LI) du Conseil économique et social recommandant à l'Assemblée générale de porter le nombre des membres du Conseil, actuellement de 27, à 54, M. Okelo dit que sa délégation appuie cette proposition, qui permettrait au Conseil de mieux faire face à ses responsabilités, et sur une base plus large.

23. Pour ce qui est de la création d'un comité de l'examen et de l'évaluation [résolution 1621 C (LI)], la délégation ougandaise estime qu'il s'agit là d'une mesure qui complète l'adoption par l'Assemblée générale de la Stratégie internationale du développement.

24. En résumé, la délégation ougandaise se félicite de la façon dont le Conseil économique et social a fait face aux obligations qui lui sont prescrites par la Charte, mais reconnaît qu'il ne peut résoudre à lui seul les problèmes que lui pose l'accomplissement de certains travaux et qu'il a besoin de la coopération de tous les pays.

25. M. WILLIAMS (Fonds monétaire international), rappelant que le Directeur général du Fonds doit prendre la parole au Conseil économique et social le 27 octobre, précise qu'il se bornera à donner un bref aperçu des résultats de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs.

26. Comme l'a souligné le Directeur général peu avant l'ouverture de la réunion du Conseil des gouverneurs, cette réunion a eu lieu à un moment assez propice du fait qu'elle offrait aux gouverneurs la possibilité d'élargir la portée de leurs discussions au-delà du cadre habituel et d'arriver à s'entendre sur la procédure à adopter pour résoudre rapidement et efficacement les problèmes actuels. De fait, les gouverneurs ont adopté une résolution (26.9 du 1er octobre 1971) dont les termes reflètent bien l'atmosphère constructive dans laquelle se sont déroulés les débats et le consensus auquel ils sont arrivés quant à certaines questions importantes. Aux termes de cette résolution, les membres du Fonds sont priés de collaborer avec ce dernier et entre eux pour établir une structure satisfaisante des taux de change et faciliter la reprise des opérations du Fonds; ils sont priés de collaborer aux efforts pour renverser la tendance au maintien et à l'extension des pratiques restrictives et pour parvenir à des arrangements satisfaisants pour le règlement des transactions internationales. En outre, les administrateurs du Fonds sont priés de faire rapport au Conseil des gouverneurs sur les mesures nécessaires pour améliorer ou réformer le système monétaire international, d'étudier les divers aspects de ce système et d'inclure dans leur rapport le texte de tout amendement aux articles de l'accord qui leur paraîtrait indiqué pour donner effet aux recommandations du Conseil.

27. M. Williams souligne que les gouverneurs se sont accordés à estimer que tous les Etats membres du Fonds doivent participer aux travaux et à la prise des décisions qu'implique la réforme du système monétaire international. Dans son discours d'ouverture, le Directeur général avait déjà fait part de la préoccupation toute particulière que lui causaient les répercussions de la situation actuelle sur les pays en voie de développement. L'inflation et le déséquilibre récent de la balance des paiements de certains pays industriels s'étaient traduits à la fois par une hausse des coûts, une pénurie des crédits disponibles sur le plan international et un ralentissement du courant des capitaux et de l'aide officielle au moment précis où les pays en voie de développement devaient faire face au fardeau de plus en plus lourd de leur dette extérieure. Selon le Directeur général, l'incertitude actuelle quant aux taux de change ajoutait une entrave aux efforts de développement de ces pays, lesquels devaient en plus subir à la fois les conséquences de la surtaxe imposée par les Etats-Unis d'Amérique sur leurs importations et la compression de l'aide américaine. La deuxième Décennie du développement s'ouvrirait dans des conditions qui n'étaient guère prometteuses et au moment où les pays en voie de développement s'efforçaient de trouver de nouvelles possibilités d'emplois productifs pour des populations qui ne cessent de s'accroître. Il convenait néanmoins de se féliciter du fait que les pays industriels avaient maintenant la possibilité de résoudre d'une manière plus durable leurs difficultés de balance des paiements par un réaligement monétaire et par d'autres mesures, et il n'était pas interdit d'espérer que, après avoir pris les initiatives nécessaires, ces pays s'efforceraient d'augmenter sans relâche le volume et la qualité de leur assistance au développement, tout en facilitant l'accès à leurs marchés. Le Directeur général avait aussi précisé que la solution des problèmes actuels nécessitait, dans l'immédiat, une collaboration à l'échelon international. Toute prolongation de l'impasse actuelle risquait de déboucher sur des

désordres graves dans les relations monétaires et commerciales internationales et sur la non-application, dans l'avenir, des règles de droit sans lesquelles les relations économiques internationales ne peuvent être ni ordonnées ni équitables. Si certains avaient des réserves à faire quant au contenu exact des règles existantes, tout le monde s'accordait néanmoins à reconnaître la nécessité de se conformer à un code de conduite dans les relations économiques internationales. Le Fonds était lui-même l'expression de cette nécessité. Plus la solution internationale des problèmes actuels serait retardée, plus grands deviendraient les risques de désordres graves et de mesures discriminatoires dans les

relations monétaires et commerciales, avec toutes les conséquences qui s'ensuivraient pour le bien-être économique des pays membres. Une réforme fragmentaire du système monétaire international ne pouvait être avantageuse pour aucun pays, et moins encore pour l'ensemble de la communauté qui constitue le Fonds. Il était de l'intérêt de tous les Etats membres, et pas seulement des pays en voie de développement, de rétablir le fonctionnement du système monétaire international sur la base des droits et des devoirs de chacun.

La séance est levée à 16 h 45.